

## **DÉLIBÉRATION N° 2020-07 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Vu la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment le titre IX ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) ;

Vu la délibération n°2019-10 du 03 juillet 2019 du conseil d'administration du Cerema sur la composition des comités d'orientation thématiques du Cerema ;

Vu l'arrêté du ministère de la transition écologique et solidaire du 13 septembre 2019 relatif aux comités d'orientation territoriaux du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) dans les régions métropolitaines

Sur proposition du directeur général

La présente délibération remplace la délibération n°2019-10

### **Article 1**

Six comités d'orientation thématiques tels que prévus à l'article 46 de la loi susvisée sont créés. Ces comités sont présidés par un membre du Conseil stratégique ou du Conseil d'administration, désigné par le Conseil stratégique. Les organisations représentant le personnel au conseil d'administration sont invitées à chacune des réunions de ces comités thématiques.

### **Article 2**

Le comité thématique « Ingénierie des territoires » traite des secteurs d'activité :

- Expertise territoriale intégrée
- Connaissance et mobilisation du foncier

ce comité thématique est composé de la façon suivante :

<p><b>État</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant du Commissariat général au développement durable (CGDD)</li> <li>- un représentant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)</li> <li>- un représentant du Secrétariat Général du MTES (SG)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)</li> <li>- un représentant de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de la prévention des risques (DGPR)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC / ONERC)</li> <li>- un représentant du SG / Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique (SDSIE)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions départementales des territoires (DDT)</li> <li>- un représentant de la Délégation à la sécurité routière (DSR)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC)</li> </ul>
<p><b>Collectivités territoriales et leurs associations</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de l'Association des maires de France (AMF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des communautés de France (AdCF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF)</li> <li>- un représentant de Régions de France</li> <li>- un représentant de Villes de France (VdF)</li> <li>- un représentant de l'Association des maires ruraux de France (AMRF)</li> <li>- un représentant de l'Association des Petites Villes de France (APVF)</li> <li>- un représentant de France urbaine</li> <li>- un représentant de l'AVICCA</li> <li>- un représentant de l'Association nationale des élus du littoral (ANEL)</li> <li>- un représentant de l'Association nationale des élus de montagne (ANEM)</li> </ul>
<p><b>Organismes partenaires</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de France Nature Environnement (FNE)</li> <li>- un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)</li> <li>- un représentant de l'Association des directeurs techniques des métropoles, des départements et des régions (ADTech)</li> <li>- un représentant des Agences techniques départementales</li> <li>- un représentant de Syntec-Ingénierie</li> <li>- un représentant du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA)</li> <li>- un représentant de l'Ademe</li> <li>- un représentant de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)</li> <li>- un représentant de la Fédération des Parcs naturels régionaux (PNR)</li> <li>- un représentant de la Fédération nationale des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)</li> <li>- un directeur d'établissement public foncier</li> <li>- un représentant de la Fédération des Elus des Entreprises Publiques Locales (EPL)</li> <li>- un représentant de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)</li> <li>- un représentant de Meteo France</li> <li>- un représentant de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)</li> <li>- un représentant de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF)</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de l'Association des techniciens territoriaux de France (ATTF)</li> <li>- un représentant de la fédération CINOV</li> <li>- un représentant d'un opérateur privé Smart city (Orange, Suez, ...)</li> <li>- un représentant de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)</li> <li>- un représentant d'ATMO France</li> <li>- un représentant de l'Agence France Locale (AFL)</li> </ul>
--	---

### Article 3

Le comité thématique « Bâtiments » traite du secteur d'activité « Performance et gestion patrimoniale des bâtiments ».

Ce comité est composé de la façon suivante :

<b>État</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant du Commissariat général au développement durable (CGDD)</li> <li>- un représentant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'énergie et du climat (DGECC)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions départementales des territoires (DDT)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC)</li> </ul>
<b>Collectivités territoriales et leurs associations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de l'Association des maires de France (AMF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des communautés de France (AdCF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF)</li> <li>- un représentant de Régions de France</li> <li>- un représentant de Villes de France (VdF)</li> <li>- un représentant de l'Association des maires ruraux de France (AMRF)</li> <li>- un représentant de l'Association des Petites Villes de France (APVF)</li> <li>- un représentant de France urbaine</li> </ul>
<b>Organismes partenaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de France Nature Environnement (FNE)</li> <li>- un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)</li> <li>- un représentant de l'Association des directeurs techniques des métropoles, des départements et des régions (ADTech)</li> <li>- un représentant des Agences techniques départementales</li> <li>- un représentant de Syntec-Ingénierie</li> <li>- un représentant de l'Ademe</li> <li>- un représentant de la Fédération française du bâtiment (FFB)</li> <li>- un représentant du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)</li> <li>- un représentant du Plan bâtiment durable</li> <li>- un représentant de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)</li> <li>- un représentant de l'Union sociale pour l'habitat (USH)</li> <li>- un représentant de l'Agence Qualité Construction (AQC)</li> <li>- un représentant de l'Agence France Locale (AFL)</li> </ul>

## Article 4

Le comité thématique « Mobilité » traite des secteurs d'activité :

- Espaces publics et voiries urbaines
- Connaissance, modélisation et évaluation de la mobilité
- Politiques et services de mobilité
- Systèmes de transports intelligents, trafics et régulation
- Sécurité des déplacements

Ce comité est composé de la façon suivante :

<b>État</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- un représentant du Commissariat général au développement durable (CGDD)</li><li>- un représentant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)</li><li>- un représentant de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM)</li><li>- un représentant des Directions interdépartementales des routes (DIR)</li><li>- un représentant de la Délégation à la sécurité routière (DSR)</li><li>- un représentant du SG / Délégation ministérielle à l'accessibilité (DMA)</li><li>- le délégué interministériel aux modes actifs ou son représentant</li><li>- un représentant du groupement des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)</li><li>- un représentant du groupement des Directions départementales des territoires (DDT)</li></ul>
<b>Collectivités territoriales et leurs associations</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- un représentant de l'Association des maires de France (AMF)</li><li>- un représentant de l'Assemblée des communautés de France (AdCF)</li><li>- un représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF)</li><li>- un représentant de Régions de France</li><li>- un représentant de Villes de France (VdF)</li><li>- un représentant de l'Association des maires ruraux de France (AMRF)</li><li>- un représentant de l'Association des Petites Villes de France (APVF)</li><li>- un représentant de France urbaine</li><li>- un représentant du Club des villes et territoires cyclables</li><li>- un représentant du Groupement des autorités responsables de transport (GART)</li></ul>
<b>Organismes partenaires</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- un représentant de France Nature Environnement (FNE)</li><li>- un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)</li><li>- un représentant de l'Association des directeurs techniques des métropoles, des départements et des régions (ADTech)</li><li>- un représentant des Agences techniques départementales</li><li>- un représentant de Syntec-Ingénierie</li><li>- un représentant de l'Ademe</li><li>- un représentant de la Fédération nationale des associations d'utilisateurs des transports (FNAUT)</li><li>- un représentant de l'Union des transports publics (UTP)</li><li>- un représentant d'un opérateur de transport</li><li>- un représentant d'Atec ITS</li><li>- un représentant de l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (Idrim)</li><li>- un représentant de l'Université Gustave Eiffel (UGE)</li><li>- un représentant de Vedecom</li><li>- un représentant de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (Asfa)</li><li>- un représentant de Routes de France</li><li>- un représentant de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)</li></ul>

	- un représentant de l'Agence France Locale (AFL)
--	---

## Article 5

Le comité thématique « Infrastructures de transport » traite des secteurs d'activité :

- Gestion de patrimoine d'infrastructures de transport
- Conception, viabilité, entretien et adaptation des plates-formes d'infrastructures de transports
- Gestion des patrimoines d'ouvrages d'art
- Techniques et méthodes pour les ouvrages d'art

Ce comité est composé de la façon suivante :

<b>État</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant du Commissariat général au développement durable (CGDD)</li> <li>- un représentant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)</li> <li>- un représentant de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM)</li> <li>- le représentant des Directions interdépartementales des routes (DIR)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC)</li> <li>- un représentant de la Délégation à la sécurité routière (DSR)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions départementales des territoires (DDT)</li> </ul>
<b>Collectivités territoriales et leurs associations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de l'Association des maires de France (AMF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des communautés de France (AdCF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF)</li> <li>- un représentant de Régions de France</li> <li>- un représentant de Villes de France (VdF)</li> <li>- un représentant de l'Association des maires ruraux de France (AMRF)</li> <li>- un représentant de l'Association des Petites Villes de France (APVF)</li> <li>- un représentant de France urbaine</li> </ul>
<b>Organismes partenaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de France Nature Environnement (FNE)</li> <li>- un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)</li> <li>- un représentant de l'Association des directeurs techniques des métropoles, des départements et des régions (ADTech)</li> <li>- un représentant des Agences techniques départementales</li> <li>- un représentant de Syntec-Ingénierie</li> <li>- un représentant de l'Université Gustave Eiffel (UGE)</li> <li>- un représentant de Routes de France</li> <li>- un représentant de l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (Idrim)</li> <li>- un représentant de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (Asfa)</li> <li>- un représentant de l'Association pour la certification et la qualification des équipements de la route (Ascquer)</li> <li>- un représentant de l'Association pour la qualification de la précontrainte et des équipements des ouvrages de bâtiment et de génie civil (ASQPE)</li> <li>- un représentant du Syndicat national des entrepreneurs spécialistes de travaux de réparation et de renforcement des structures (STRRES)</li> <li>- un représentant de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT)</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de Ports de France</li> <li>- un représentant de Voies Navigables de France (VNF)</li> <li>- un représentant de l'Agence France Locale (AFL)</li> </ul>
--	--

## Article 6

Le comité thématique « Environnement et risques » traite des secteurs d'activité :

- Energies renouvelables
- Approches environnementales intégrées - Biodiversité en interface avec l'aménagement
- Eau et gestion des milieux aquatiques
- Préservation des ressources et économie circulaire des matériaux du BTP
- Risques naturels
- Réduction des nuisances, air, bruit, vibrations, et approches systémiques

Ce comité est composé de la façon suivante :

<b>État</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant du Commissariat général au développement durable (CGDD)</li> <li>- un représentant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)</li> <li>- un représentant de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de la prévention des risques (DGPR)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC)</li> <li>- un représentant du SG / Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique (SDSIE)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions départementales des territoires (DDT)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC)</li> </ul>
<b>Collectivités territoriales et leurs associations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de l'Association des maires de France (AMF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des communautés de France (AdCF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF)</li> <li>- un représentant de Régions de France</li> <li>- un représentant de Villes de France (VdF)</li> <li>- un représentant de l'Association des maires ruraux de France (AMRF)</li> <li>- un représentant de l'Association des Petites Villes de France (APVF)</li> <li>- un représentant de France urbaine</li> <li>- un représentant de l'Association nationale des élus du littoral (ANEL)</li> <li>- un représentant de l'Association nationale des élus de montagne (ANEM)</li> <li>- un représentant de l'Association nationale des élus de bassin (ANEB) / Association française des établissements publics territoriaux de bassin (AFEPTB)</li> <li>- un représentant du Centre européen de prévention de risque d'inondation (Cepri)</li> </ul>
<b>Organismes partenaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de France Nature Environnement (FNE)</li> <li>- un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de l'Association des directeurs techniques des métropoles, des départements et des régions (ADTech)</li> <li>- un représentant des Agences techniques départementales</li> <li>- un représentant de Syntec-Ingénierie</li> <li>- un représentant de l'Ademe</li> <li>- un représentant d'une Agence de l'eau</li> <li>- un représentant du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)</li> <li>- un représentant de l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea)</li> <li>- un représentant de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris)</li> <li>- un représentant de l'Université Gustave Eiffel (UGE)</li> <li>- un représentant du Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (Citepa)</li> <li>- un représentant de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) / OFB</li> <li>- un représentant de l'Office national des forêts (ONF)</li> <li>- un représentant du Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM)</li> <li>- un représentant de Météo France</li> <li>- un représentant d'ATMO France</li> <li>- un représentant de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)</li> <li>- un représentant de Amorce</li> <li>- un représentant d'Acoucité</li> <li>- un représentant de France Energies Marines</li> <li>- un représentant de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)</li> <li>- un représentant de France Dignes</li> <li>- un représentant de Routes de France</li> <li>- un représentant du Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN)</li> <li>- un représentant de l'Agence France Locale (AFL)</li> </ul>
--	--

## Article 7

Le comité thématique « Mer et littoral » traite des secteurs d'activité :

- Gestion du littoral et de la mer
- Sécurité et technologies maritimes et fluviales
- Ports et voies navigables

Ce comité est composé de la façon suivante :

<b>État</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant du Commissariat général au développement durable (CGDD)</li> <li>- un représentant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)</li> <li>- un représentant de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM)</li> <li>- un représentant de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)</li> <li>- un représentant du groupement des Directions départementales des territoires (DDT)</li> </ul>
-------------	--

<b>Collectivités territoriales et leurs associations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de l'Association des maires de France (AMF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des communautés de France (AdCF)</li> <li>- un représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF)</li> <li>- un représentant de Régions de France</li> <li>- un représentant de Villes de France (VdF)</li> <li>- un représentant de l'Association des maires ruraux de France (AMRF)</li> <li>- un représentant de l'Association des Petites Villes de France (APVF)</li> <li>- un représentant de France urbaine</li> <li>- un représentant de l'Association nationale des élus du littoral (ANEL)</li> </ul>
<b>Organismes partenaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un représentant de France Nature Environnement (FNE)</li> <li>- un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)</li> <li>- un représentant de l'Association des directeurs techniques des métropoles, des départements et des régions (ADTech)</li> <li>- un représentant des Agences techniques départementales</li> <li>- un représentant de Syntec-Ingénierie</li> <li>- un représentant du Conservatoire du Littoral</li> <li>- un représentant de Ports de France</li> <li>- un représentant de Voies Navigables de France (VNF)</li> <li>- un représentant de FNE</li> <li>- un représentant du Pôle Mer Bretagne Atlantique</li> <li>- un représentant d'une Agence de l'eau</li> <li>- un représentant du BRGM</li> <li>- un représentant du Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM)</li> <li>- un représentant de Météo France</li> <li>- un représentant du Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN)</li> <li>- un représentant de l'Ademe</li> <li>- un représentant de la Fédération nationale des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)</li> <li>- un représentant de l'Agence France Locale (AFL)</li> </ul>

### Article 8

Un comité d'orientation territorial tel que prévu par l'article 46 de la loi susvisée est créé pour chacune des treize régions métropolitaines, conformément à l'arrêté ministériel du 13 septembre 2019.

### Article 9

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel du Cerema.

*Délibéré en séance à Paris, le 16 juillet 2020*

Le président du conseil d'administration par intérim



Max MONDON